



union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

LOIRE — 1^{ère} circonscription

FAUBERT Jacques

Ouvrier du transport

Suppléante : **ROCHER** Michèle
Infirmière

Travailleuses, Travailleurs,

10 500 chômeurs à Saint-Etienne, cela ne suffit donc pas à Monsieur Durafour ? L'ex-ministre du chômage, lui qui a inauguré le licenciement de délégués syndicaux par dessus les décisions de L'inspection du Travail, ose se représenter devant nous. Pourtant, la liste serait longue de tous ceux, frappés par les licenciements, qu'il a cautionnés : ils peuvent en témoigner, ceux de Garnier-Bauzat, Giron, Lingerie-Mail, Loire-Travaux, Lhoste... et maintenant les travailleuses de Just'acoudre au Soleil ! Et qu'a-t-on à nous proposer à l'ANPE : l'exode ou (comme pour 1 500 jeunes actuellement dans la Loire) des stages de quelques mois, pour se retrouver à nouveau sans emploi après ces élections ? Parlons un peu aussi des 45 coupures d'électricité journalières, faute de paiement... Et pendant ce temps, la répression s'accroît à l'entreprise (Ixeco, Villard-Doron...) mais Orlac déverse sa pollution sous nos fenêtres, de Méons à La Talaudière, en toute impunité. Et vous, camarades de Manufrance, déjà touchés par 900 suppressions d'emplois en 1977, vous vous demandez : où est donc la « victoire » que Durafour et Sanguedolce se disputaient fin janvier ?

Bruyère et Chomat (du PCF) nous parlent de « *changements véritables* ». Mais depuis mars 77, l'urbanisme « à la

Durafour » continue ; les ménagères et les jeunes étouffent toujours dans l'enfermement de quartiers comme Montreynaud, tandis que la rénovation va de l'avant. Les impôts locaux ont augmenté de 13 % (et une nouvelle hausse de 11 % est prévue).

On nous parle de « transports gratuits », mais en fait les chômeurs les plus déshérités (non indemnisés) n'y ont pas droit.

Dans les Maisons de quartiers, les Associations de jeunes, nous nous retrouvons face à une nouvelle forme de discrimination et d'encadrement qui succède à celle de Durafour. Dans les Commissions extra-municipales, les notables de gauche se disent contre l'échangeur de La Terrasse, mais ils travaillent déjà en fait au projet de déviation. L'avenir de Manufrance se joue dans le secret, dans le dos des travailleurs menacés. Quant à la « *gestion démocratique* », regardons un peu là où PCF et PS (CERES) ont déjà occupé des Conseils d'administration, comme à l'H.P. Saint-Jean Bonnefonds (où Chomat fait barrage aux revendications, au nom de la « rentabilité de l'entreprise »)... Partout la démocratie est truquée, détournée ! Et contre les mesures racistes et les expulsions d'immigrés ? Contre les dangers nucléaires de Saint-Maurice l'Exil ? Rien n'est fait...

Mais Saint-Etienne n'est pas un cas isolé.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des

hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.

C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1^{ère} circonscription de la Loire

Jacques FAUBERT Ouvrier du transport

29 ans, père d'une petite fille de 4 ans. Né dans la Loire, d'une famille de travailleurs de Roanne, il est militant anti-impérialiste dès 1967 et l'un des animateurs des Comités d'Action Lycéens de 1968 (qu'il représente au Comité de grève de Roanne). Au lendemain des mouvements de mai-juin 68, il mène une activité révolutionnaire à Saint-Etienne parmi les ouvriers de La Rivière et du Marais. Il rejoint alors les forces marxistes-léninistes.

A la recherche d'un emploi, il est contraint de quitter la Loire pour la Lorraine où il travaille et lutte en tant que cheminot. Syndicaliste actif dès 1971, les travailleurs lui confient des responsabilités dans une Union Interprofessionnelle de Secteur et une Union Professionnelle Régionale des Cheminots. Il n'a cessé depuis de mener le combat dans le mouvement syndical pour une ligne de lutte de classe, contre la mainmise des partis du Programme commun.

Ouvrier du transport à Paris, il participe à la mobilisation et

l'animation des premières « Assises contre la Pollution Industrielle ».

Actuellement au chômage à Saint-Etienne, il vit et lutte aux côtés des milliers de victimes de la politique Durafour qu'il appelle à combattre. A la fause alternative des Bruyère-Chomat Sanguedolce, il oppose la perspective révolutionnaire de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne, dont il est membre du Comité d'Initiative National.

Suppléante : Michelle Rocher Infirmière

28 ans, mère de famille (d'origine paysanne) très liée aux luttes unitaires Français-Immigrés depuis le soutien qu'elle apporta à la grève de la faim de 50 Immigrés à Saint-Etienne en 73, cette militante marxiste-léniniste a participé activement à l'animation des coordinations de luttes des élèves-infirmières ; elle mène un travail syndical sur son hôpital et combat pour le socialisme.